

PREFECTURE DE LA SAVOIE

COMMUNE DE VAL D'ISERE

Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles Volet Inondation

4. Règlement

Zonage réglementaire

Règlement par zone :

Nature des risques pris en compte : inondation par l'Isère et la Calabourdane
Nature des enjeux : urbanisation

DECEMBRE 2005



Direction Départementale de
l'Équipement de la Savoie
Service de l'Habitat et de
l'Environnement
L'Adret
1, rue des Cévennes – BP 1106
73011 CHAMBERY cedex
Tél : 04.79.71.74.47



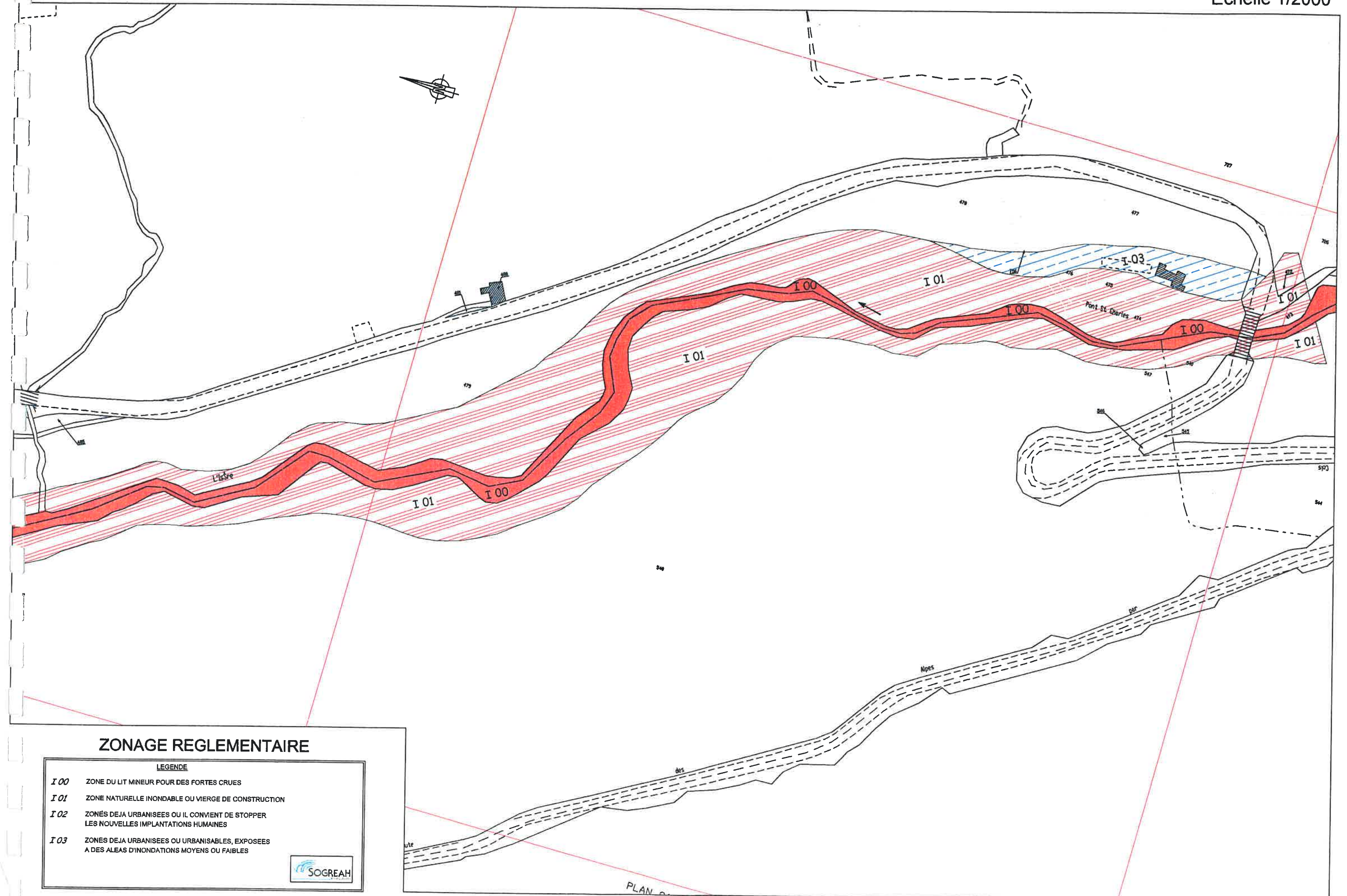
Direction Départementale
de l'Agriculture et de la
Forêt de la Savoie
RTM
83 Avenue de Lyon
73018 Chambéry Cédex
Tél : 04.79.69.93.48

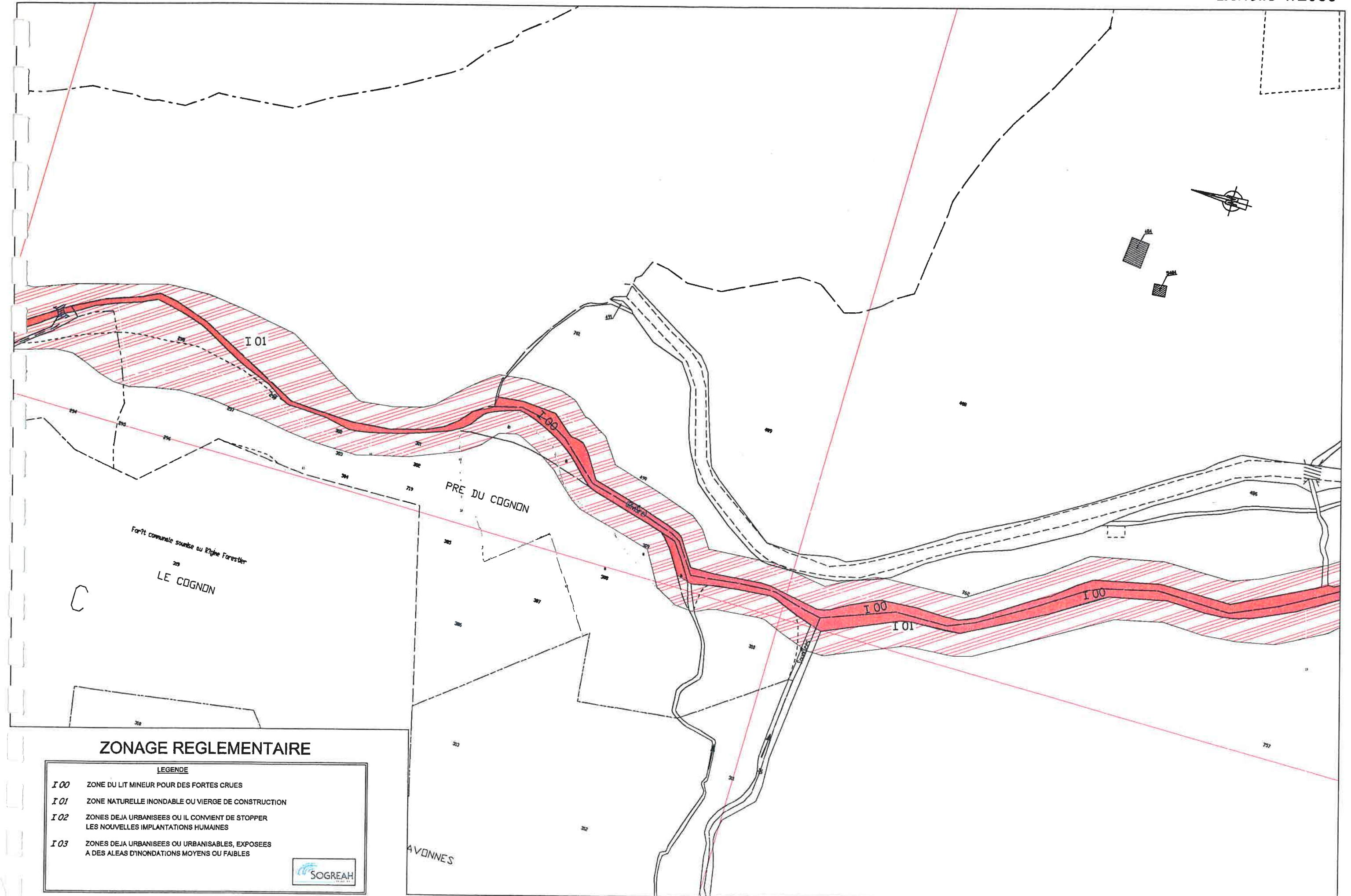


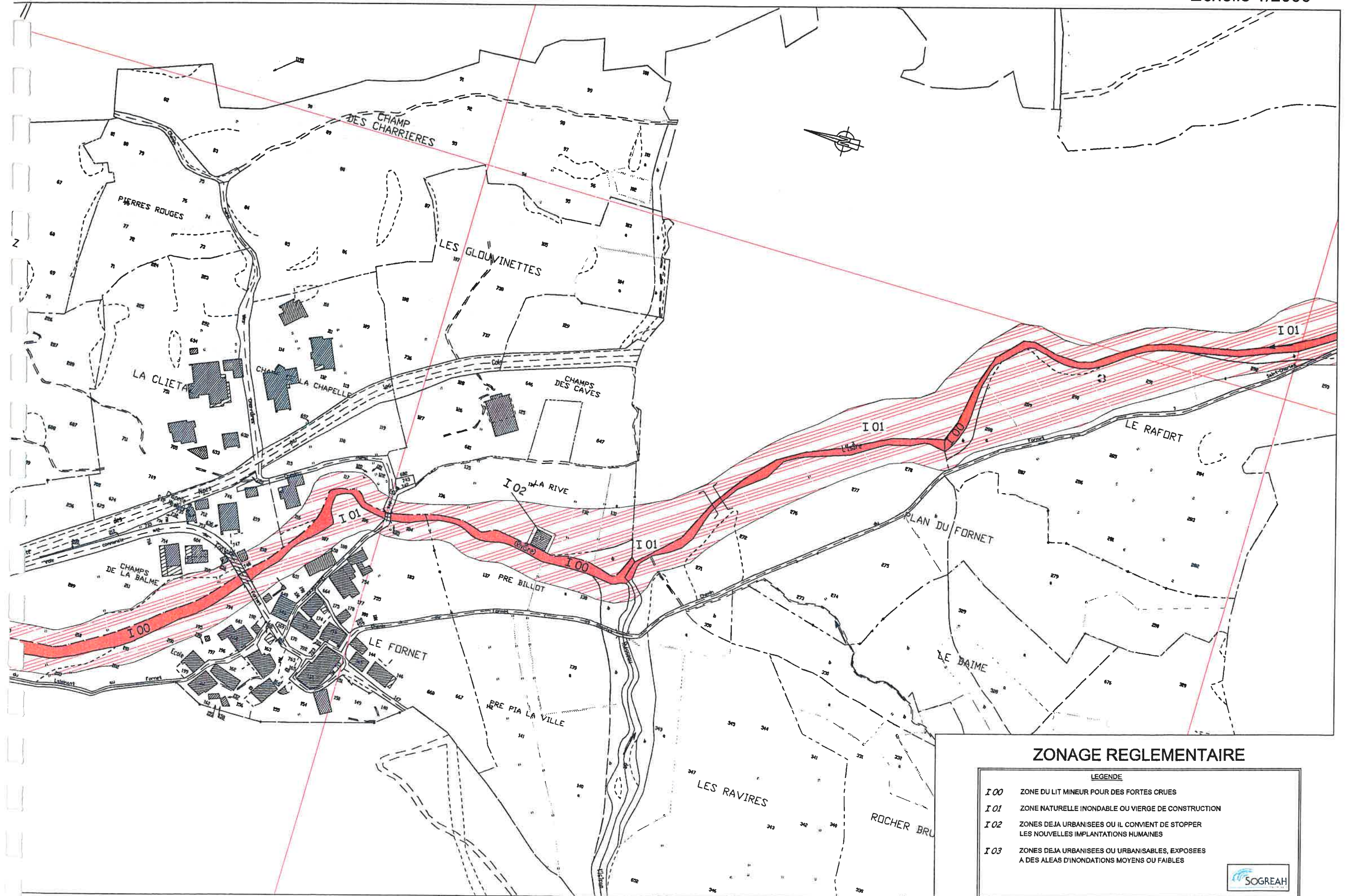
Agence de Chambéry
254 Route d'apremont
73490 La Ravoire
Tél : 04.79.70.61.31

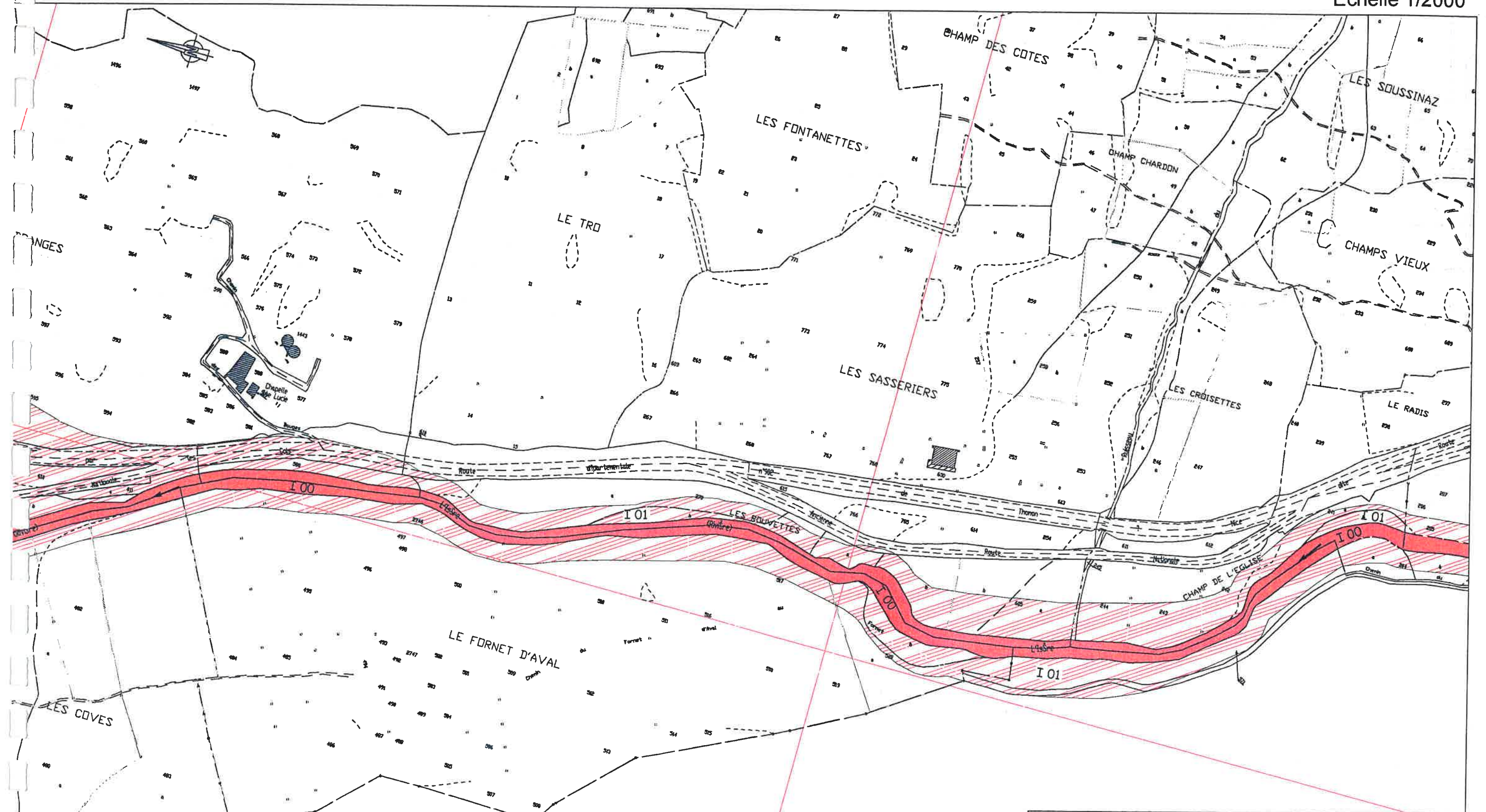


Direction Régionale
de l'Environnement
Rhône Alpes
19, rue de la Villette
69003 LYON
Tél : 04.72.13.83.13





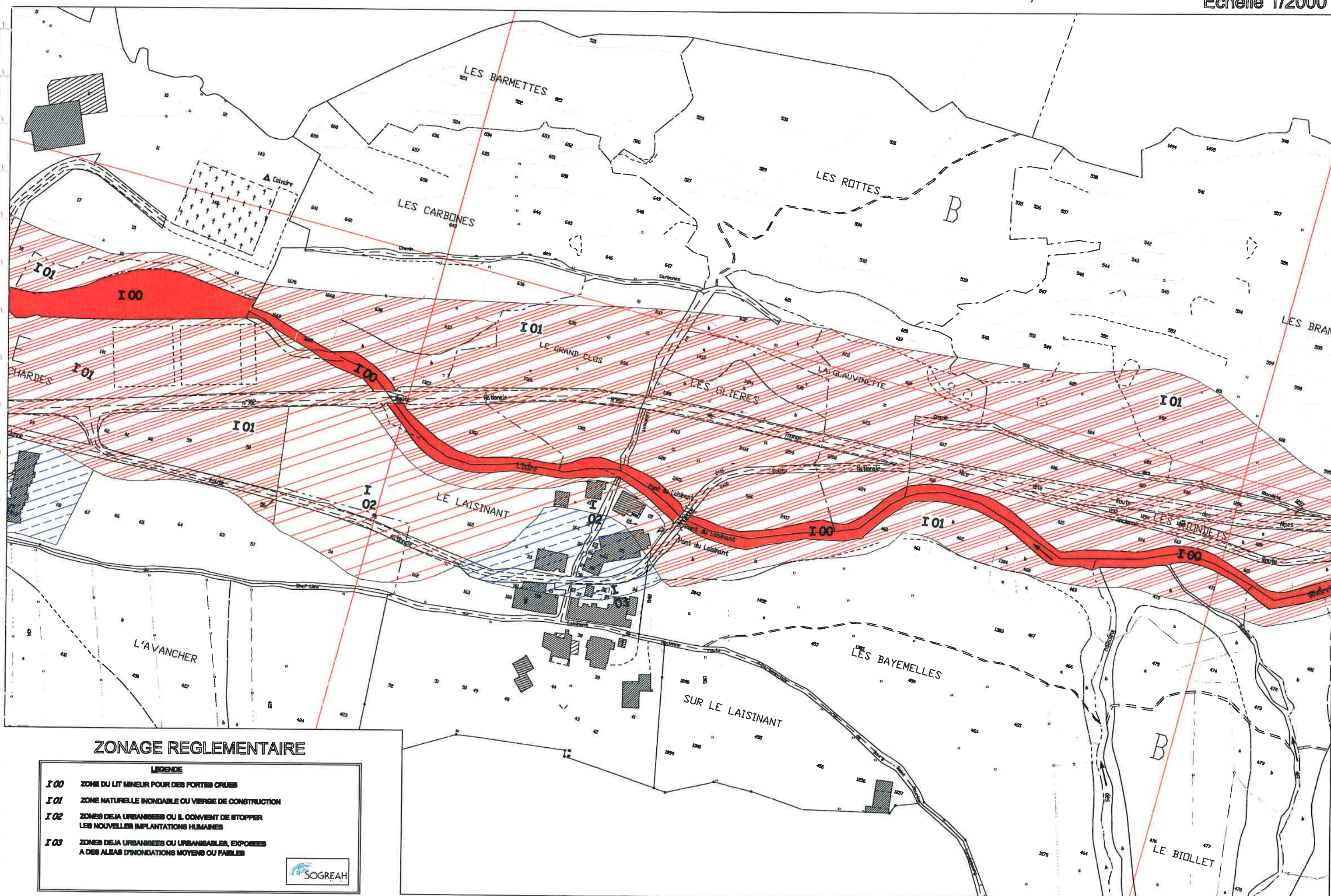


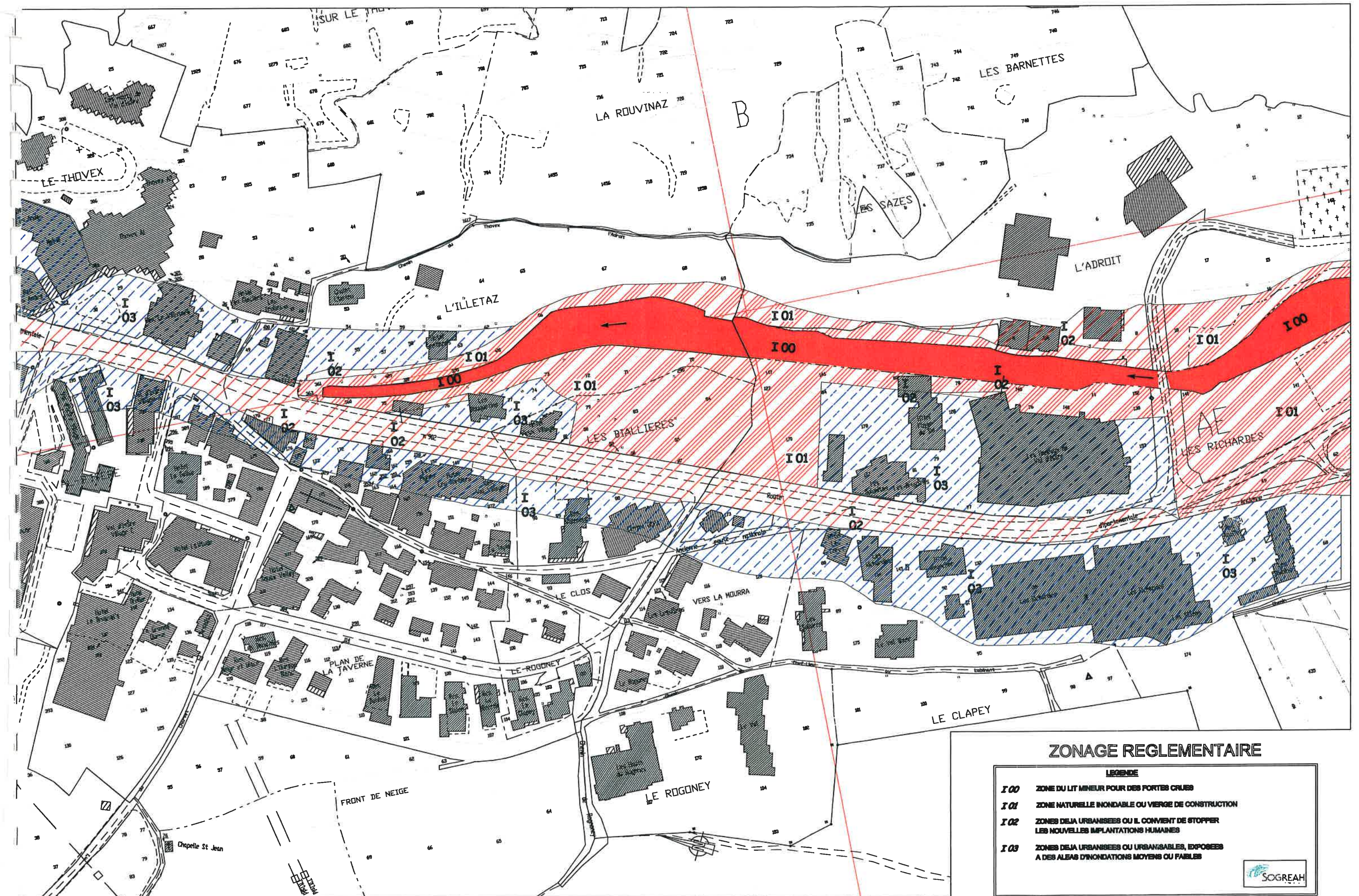


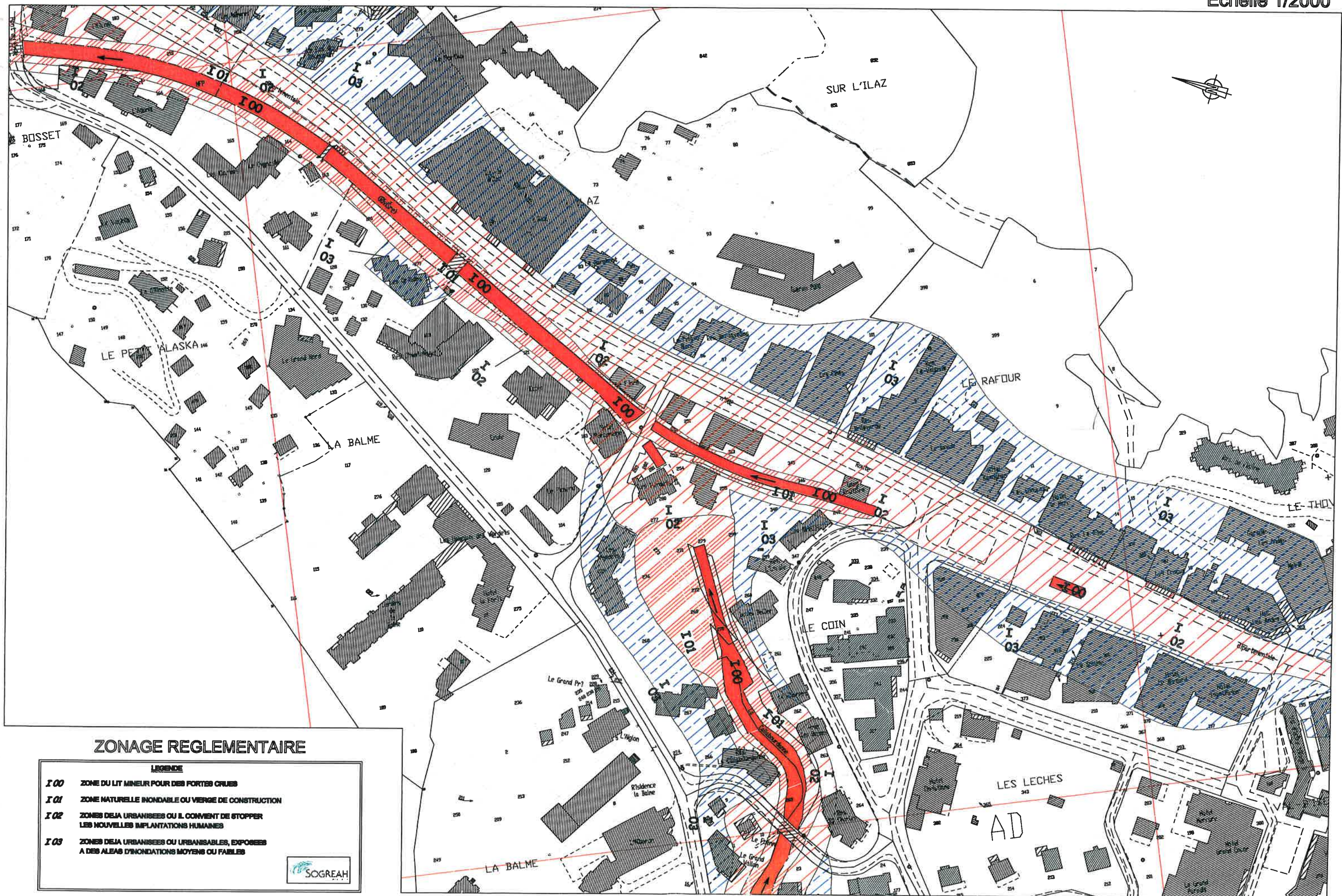
ZONAGE REGLEMENTAIRE

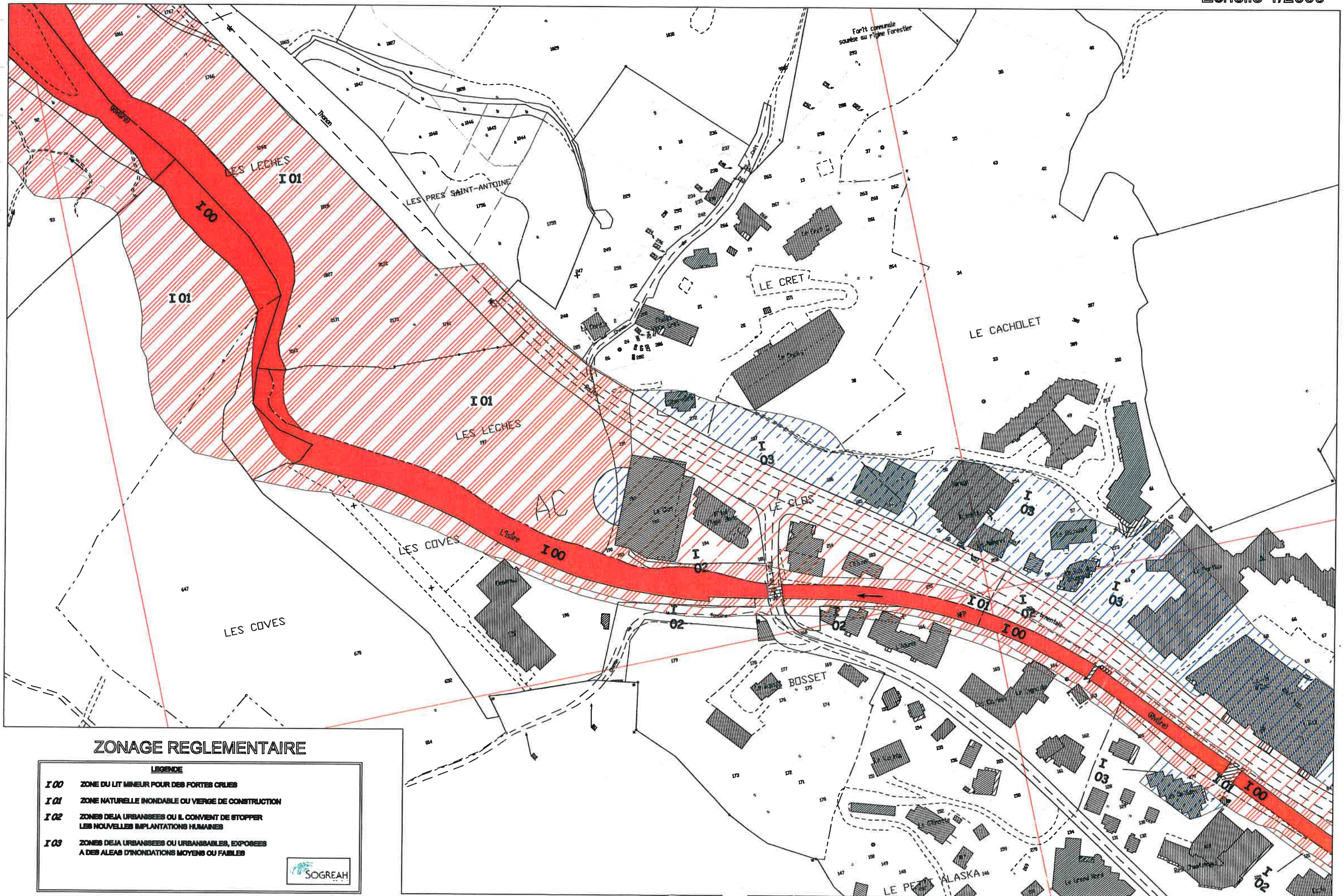
LEGENDE

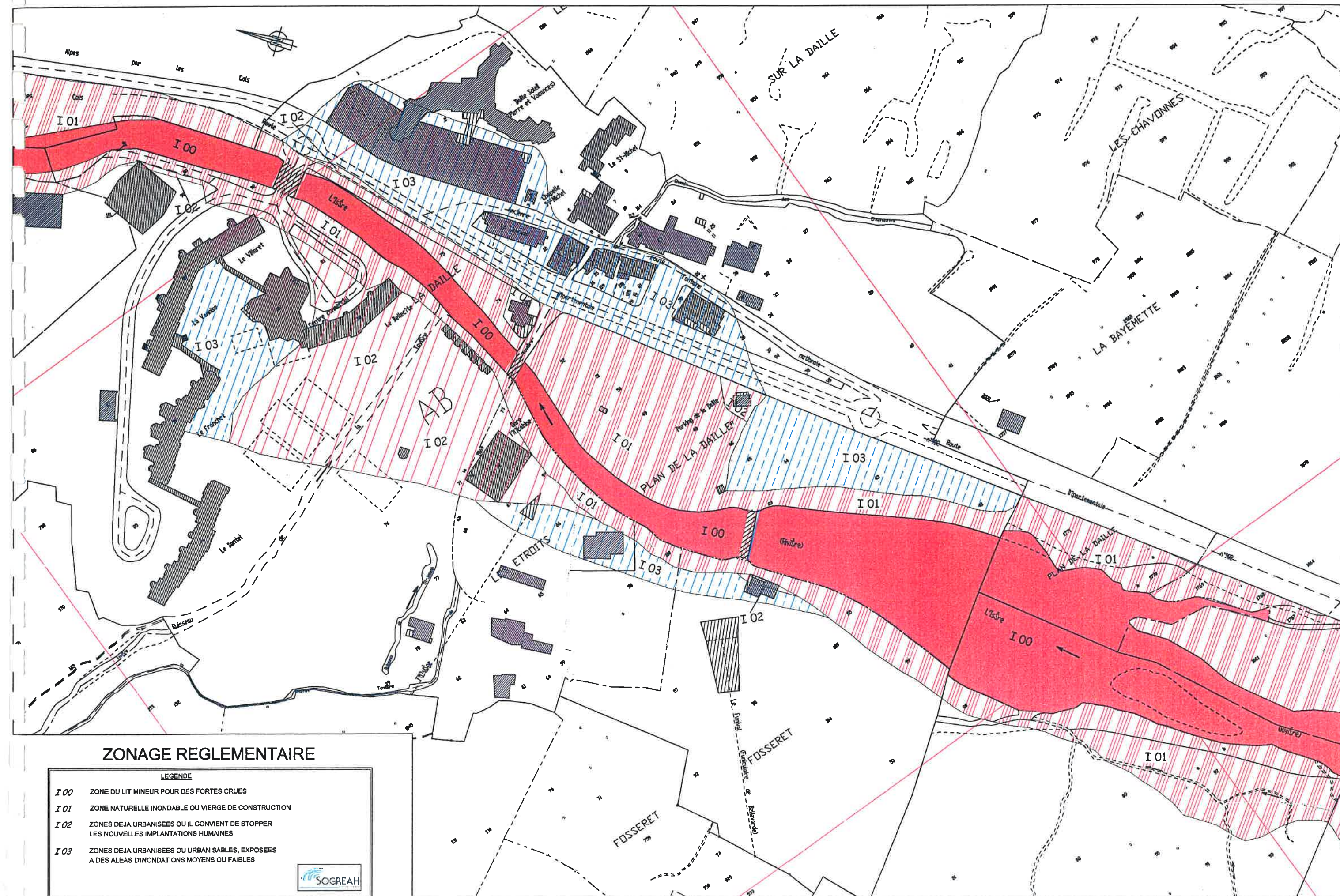
- I 00** ZONE DU LIT MINEUR POUR DES FORTES CRUES
- I 01** ZONE NATURELLE INONDABLE OU VIERGE DE CONSTRUCTION
- I 02** ZONES DEJA URBANISEES OU IL CONVIENT DE STOPPER
LES NOUVELLES IMPLANTATIONS HUMAINES
- I 03** ZONES DEJA URBANISEES OU URBANISABLES, EXPOSEES
A DES ALEAS D'INONDATIONS MOYENS OU FAIBLES

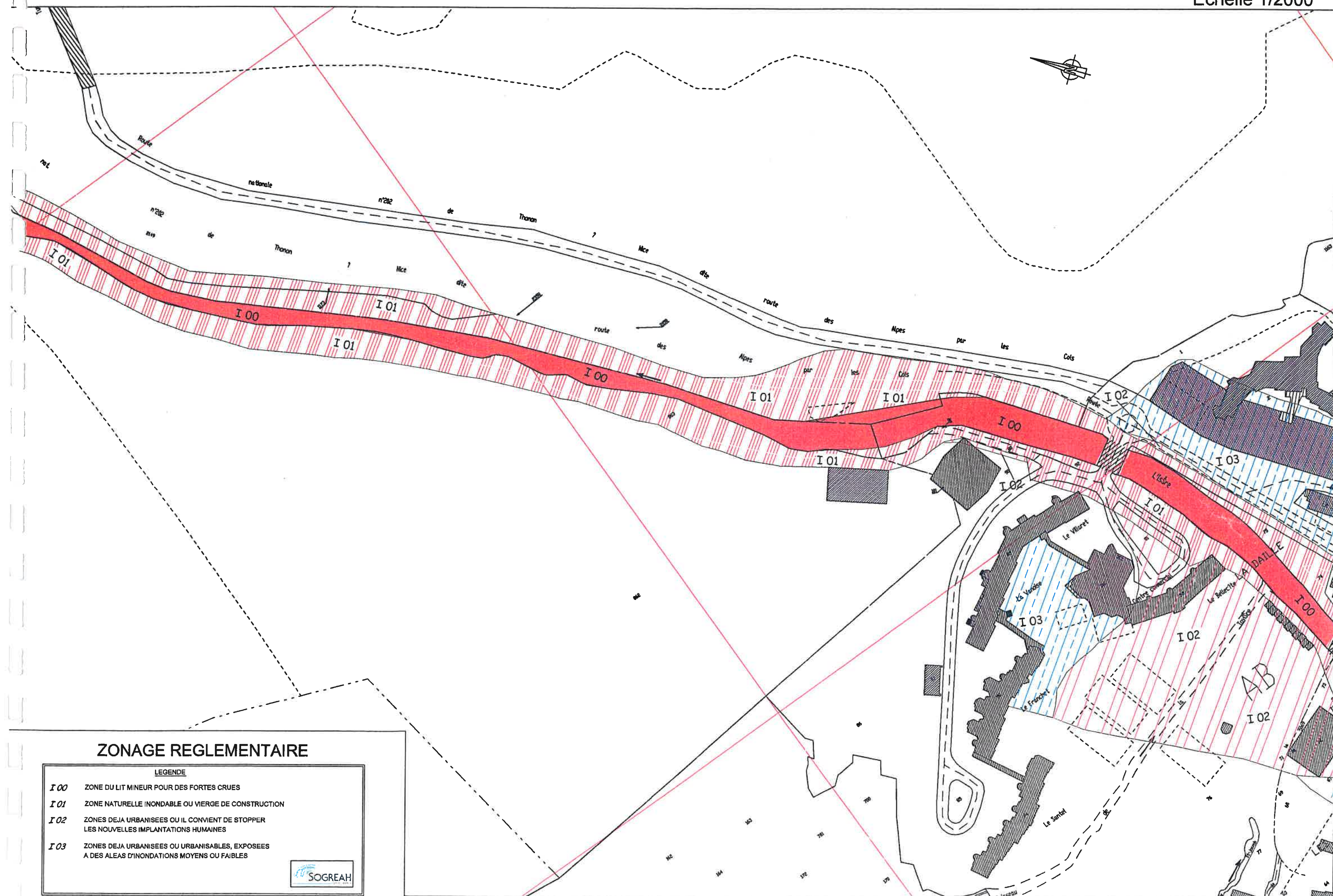






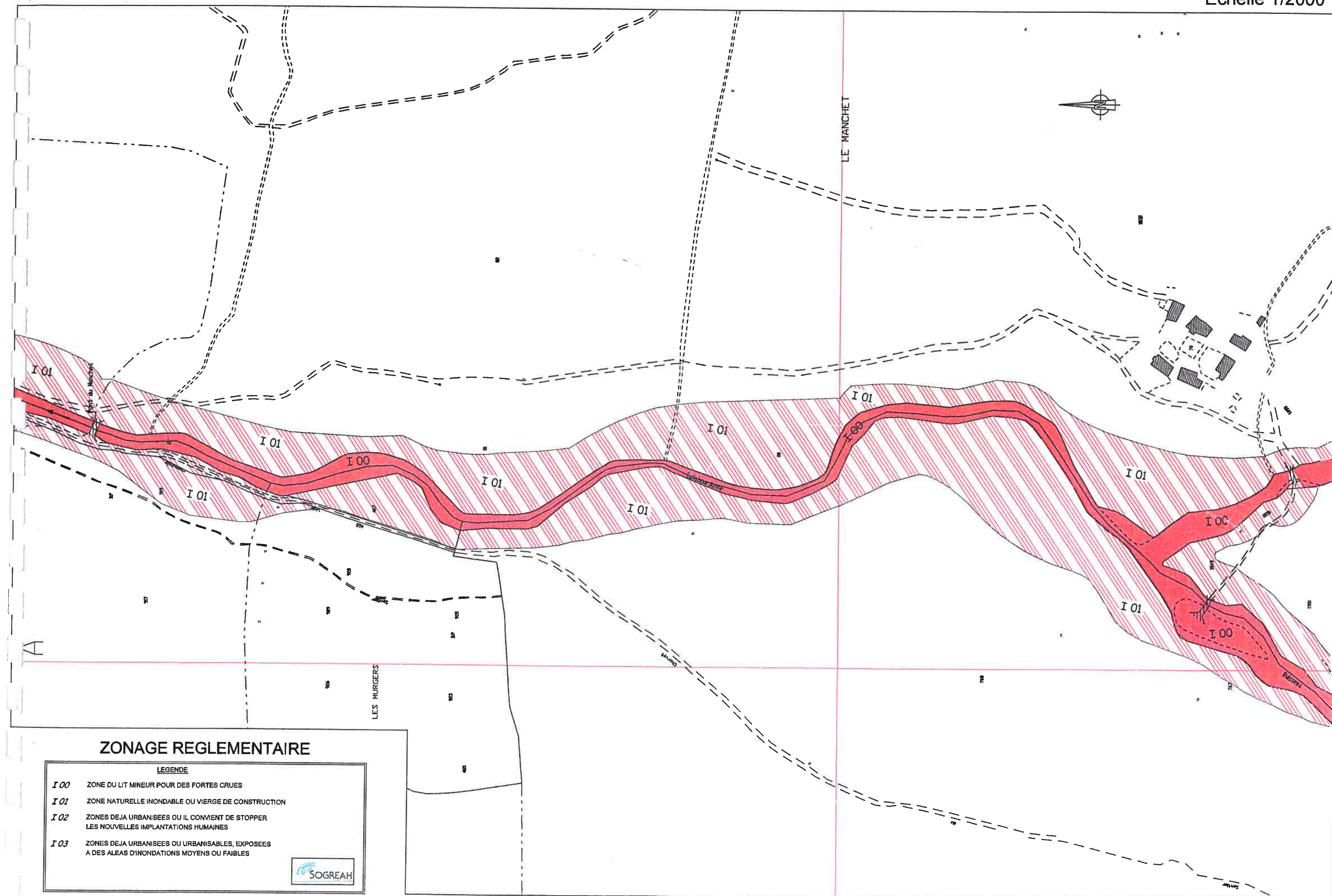


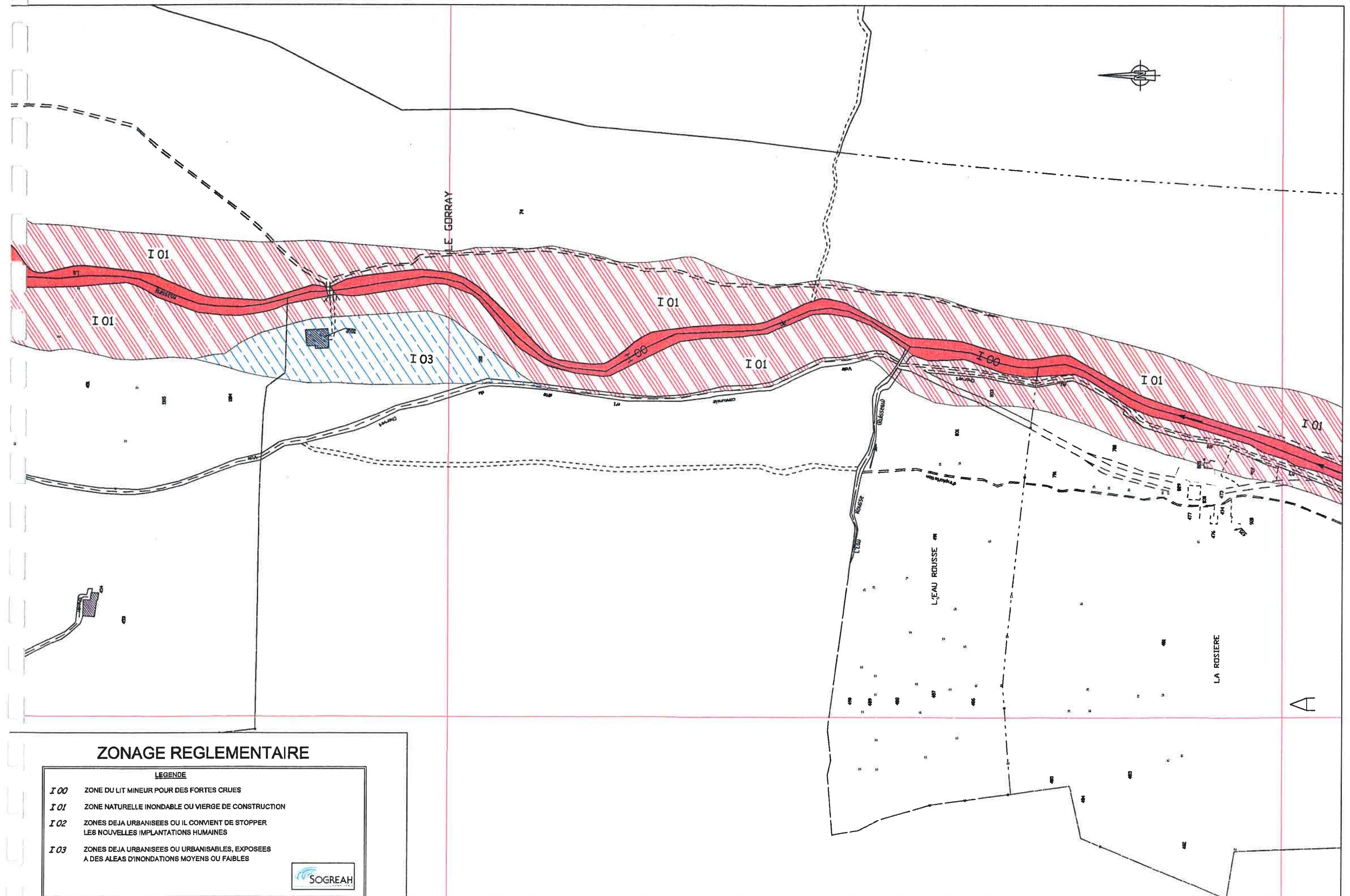




CALABOURDANE

Feuille 11
Echelle 1/2000

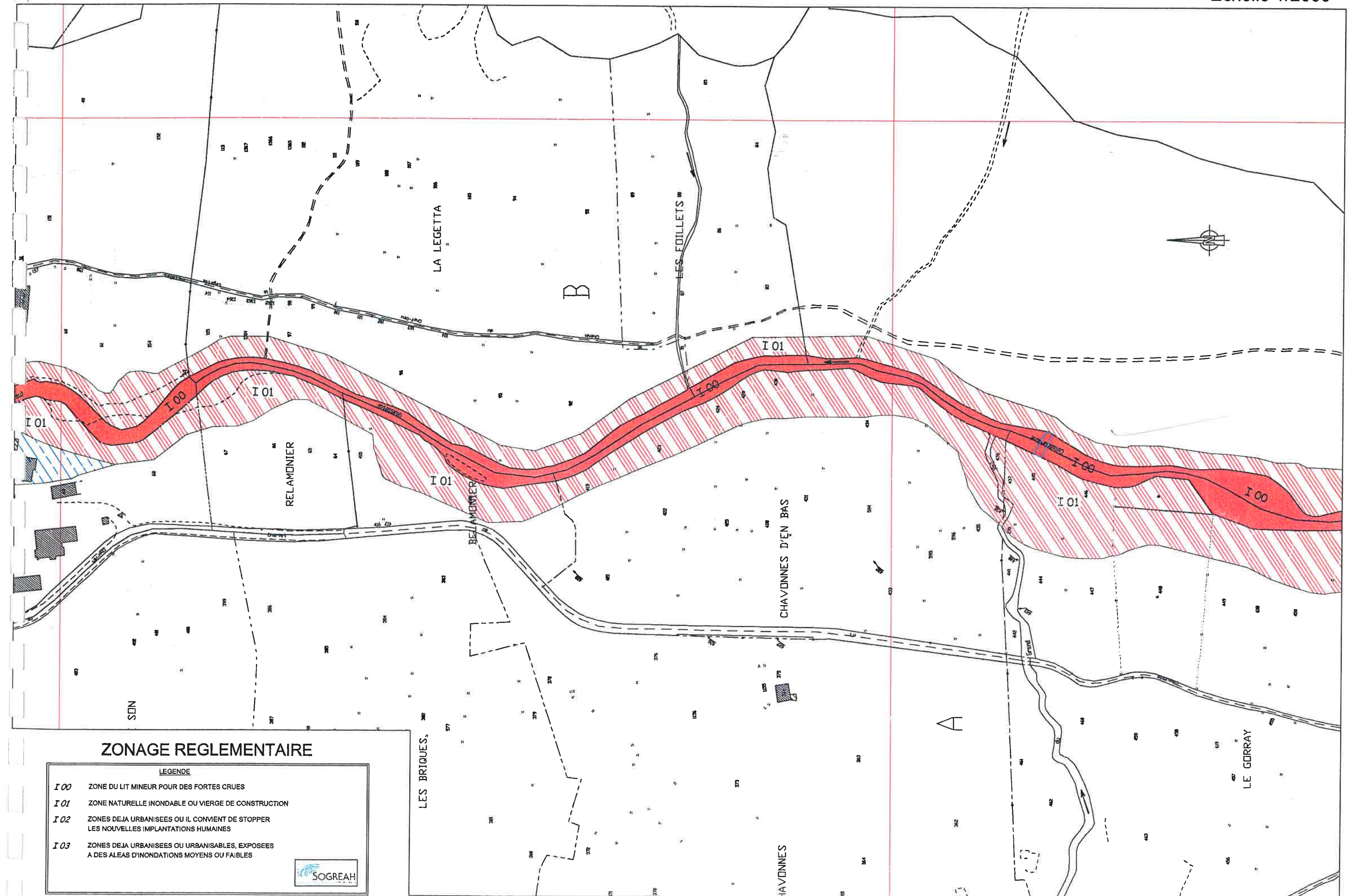


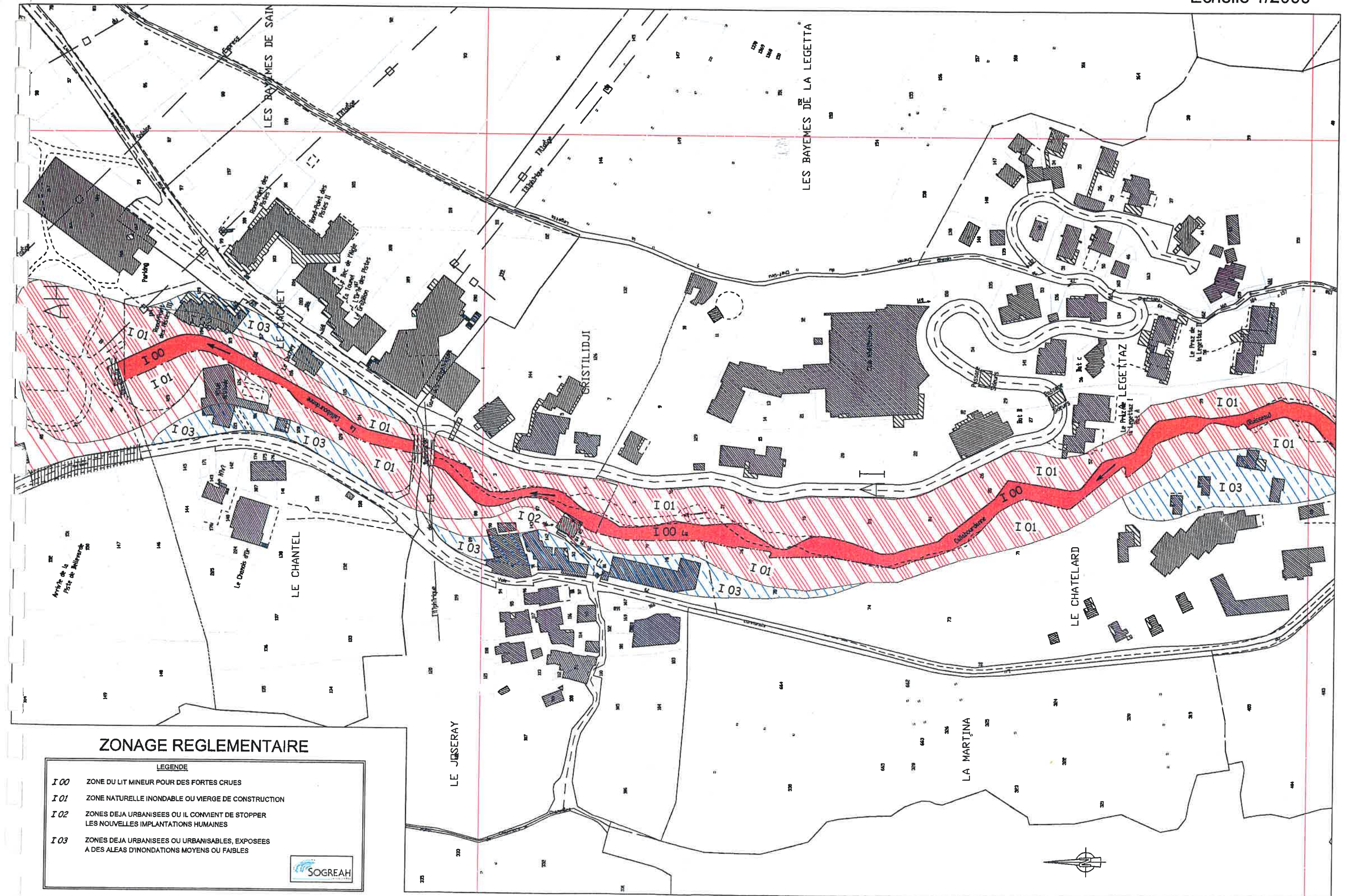


ZONAGE REGLEMENTAIRE

LEGENDE

- I 00** ZONE DU LIT MINEUR POUR DES FORTES CRUES
- I 01** ZONE NATURELLE INONDABLE OU VIERGE DE CONSTRUCTION
- I 02** ZONES DEJA URBANISEES OU IL CONVIENT DE STOPPER LES NOUVELLES IMPLANTATIONS HUMAINES
- I 03** ZONES DEJA URBANISEES OU URBANISABLES, EXPOSEES A DES ALEAS D'INONDATIONS MOYENS OU FAIBLES





ZONAGE REGLEMENTAIRE

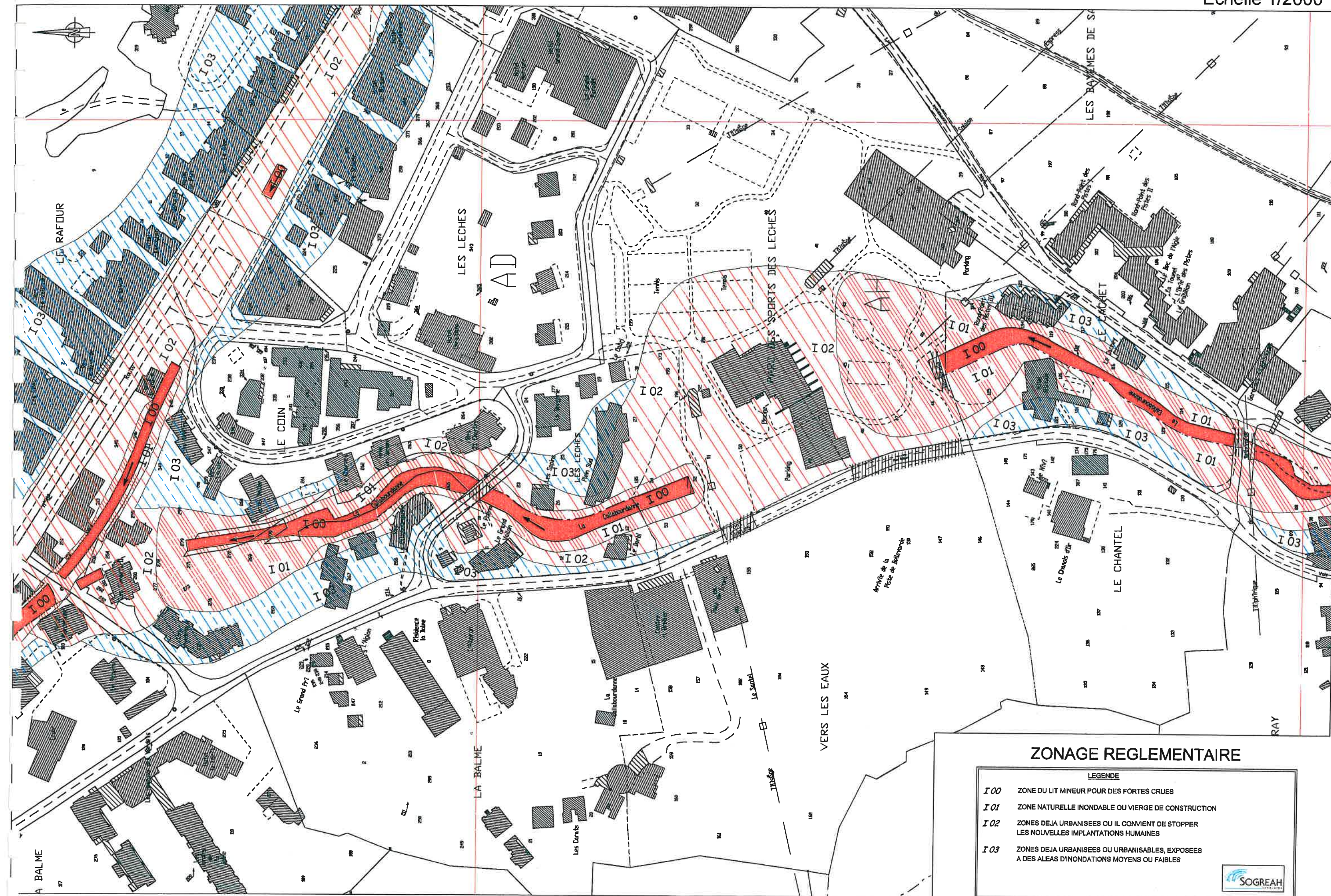
LEGENDE

- I 00 ZONE DU LIT MINEUR POUR DES FORTES CRUES
- I 01 ZONE NATURELLE INONDABLE OU VIERGE DE CONSTRUCTION
- I 02 ZONES DEJA URBAISEES OU IL CONVIENT DE STOPPER LES NOUVELLES IMPLANTATIONS HUMAINES
- I 03 ZONES DEJA URBAISEES OU URBAISABLES, EXPOSEES A DES ALEAS D'INONDATIONS MOYENS OU FAIBLES

CALABOURDANE

Feuille 15

Echelle 1/2000





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

C

PREFECTURE DE LA SAVOIE

COMMUNE DE VAL D'ISERE

Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles Volet Inondation

4. Règlement

Zonage réglementaire

Règlement par zone :

Nature des risques pris en compte : inondation par l'Isère et la Calabourdane
Nature des enjeux : urbanisation

DECEMBRE 2005

Direction
Départementale
de l'Équipement
Savoie



Service de l'Habitat et de
l'Environnement

L'Adret
1, rue des Cévennes – BP 1106
73011 CHAMBERY cedex
Tel : 04.79.71.74.47



DIREN RHONE-ALPES
208 bis, rue Garibaldi
69422 LYON cedex 03
tel : 04 37 48 36 00

Nature du phénomène : Inondation par l'ISERE et la CALABOURDANE

Généralités

La zone i.00 porte sur le lit mineur de la rivière qu'il convient de conserver comme tel, pour au moins l'une des raisons suivantes :

- Cette zone constitue le lit actif de la rivière, occupé par des écoulements vifs.
- Elle est mobilisée régulièrement et se trouve exposée à des aléas d'inondation forts, en raison de l'intensité des paramètres physiques (hauteur d'eau, vitesse du courant) et ce dès les petits épisodes de crue.
- Elle est mobilisée pour les fortes crues selon les aléas d'inondation forts.

On entend par lit mineur, la zone de crête de berge à crête de berge occupée par le cours d'eau avant débordement. La zone i.00 dessinée sur les cartes s'appuie sur les limites cadastrales du lit mineur des cours d'eau. Cette représentation peut localement différer du tracé réel des cours d'eau. Cependant, la zone classée i.01 de part et d'autre du lit a été délimitée pour garantir une bande minimale de 10 m tout en tenant compte des écarts possibles entre le terrain et la cartographie. En tout état de cause, dans le cas d'un litige, seule la position réelle du lit doit être prise en considération.

Dès lors que le tracé réel diffère du tracé cartographié, le règlement i.00 se substitue à tout autre règlement sur l'emprise du lit mineur réel.

Interdictions

Sont interdits :

- Tous dépôts, remblais, aménagements ou ouvrages non visés au chapitre « autorisations » du présent règlement.

Autorisations

Sont autorisés :

- Les aménagements ou occupation du sol ne générant ni remblais, ni obstacle, et étant totalement transparents à l'écoulement des eaux (exemple : chemin de randonnée, piste de ski de fond),
- Les passerelles permanentes dès lors que les appuis sont hors lit mineur, que le niveau inférieur de la passerelle réserve la capacité d'écoulement du cours d'eau pour la crue centennale et que les rampes d'accès sont soit sur pilotis soit sur remblais fusibles, leur positionnement au plan sera parallèle au sens des écoulements.
- Les passerelles temporaires, dès lors qu'elles sont ancrées hors lit mineur, liées à l'activité hivernale (ski de piste, de fond, raquette) et mises en place uniquement pendant la période d'exploitation hivernale de la station.
- Les travaux et aménagements destinés à réduire les risques à l'échelle du bassin versant,
- Les ouvrages, aménagements et travaux hydrauliques légalement autorisés,
- Les remblais justifiés par un dire d'expert hydraulique et validé par les services de l'état.

Bâti futur

Zone inconstructible (sauf autorisations visées ci-dessus).

Bâti existant

Sans objet.

Autres prescriptions

(mises en oeuvre par la commune)

- Surveillance et entretien des ouvrages de protection.
- Suivi de l'engrèvement du lit de l'Isère et de la Calabourdane.
- Gestion des bois morts dans les espaces boisés (récolte et évacuation).

Nature du phénomène : Inondation par l'ISÈRE et la CALABOURDANE

Généralités

Les zones i.01 portent sur les zones naturelles inondables ou vierges de construction autres que celles existantes ou futures visées au paragraphe « autorisation » du présent règlement qu'il convient de conserver comme telles pour au moins l'une des raisons suivantes :

- Elles sont exposées à des aléas d'inondation forts en raison de l'intensité des paramètres physiques (hauteur d'eau, vitesse du courant) et pour lesquels, quels que soient les aménagements, la sécurité des personnes ne peut être garantie.
- Elles constituent des champs d'expansion utiles à la régulation des crues au bénéfice des zones aval.
- Elles sont exposées à des aléas moyens ou faibles, mais leur suppression ou leur urbanisation reviendraient par effet cumulatif à aggraver les risques à l'amont ou l'aval, et notamment dans les zones déjà fortement exposées.
- Elles constituent autant de possibilités d'écoulement pour les crues d'intensité supérieure à la crue de référence.
- Elles constituent des zones de divagation, d'érosion ou au contraire de dépôt de matériaux charriés par les crues, et contribuent donc à la régulation du transport solide.
- Elles constituent un espace minimum (10 mètres) nécessaire à la gestion et à l'entretien des berges.
- La zone i.01 comprend des secteurs non cartographiés sur l'Atlas des zones inondables, mais où à dire d'expert, les considérations énoncées précédemment justifient leur classement en zone inconstructible.
- Dès lors que le tracé réel diffère du tracé cartographié, le règlement i.01 se substitue au règlement i.01 sur l'emprise du lit mineur réel.

Interdictions

Sont interdits :

- Les habitations légères de loisirs (HLL),
- Les bungalows, mobil homes et toutes constructions légères, même temporaires à l'exception de celles autorisées au chapitre « autorisations ».
- Le stationnement des caravanes et camping cars, en dehors des zones prévues par arrêté municipal spécifique (voir autres prescriptions).
- Les remblais de toute nature (sauf dire d'expert hydraulique à valider par les services de l'état et remblais visés au chapitre « autorisations » du présent règlement).
- Les dépôts et stockages de matériaux polluants, putrescibles ou flottants (bois, pneus, dépôts de fumier...) à une cote inférieure à la cote des eaux correspondant à la crue centennale.
- L'édification de digues, sauf protection des lieux déjà urbanisés. Cette disposition n'autorise pas de nouvelles constructions.
- La création de campings.
- La création de parkings de surface.

Autorisations

Sont autorisés :

- L'implantation de structures légères temporaires dans le cadre de manifestations festives limitée à la durée de l'événement (installation et démontage inclus) et ayant fait l'objet d'un arrêté municipal spécifique préalable visé au chapitre « autres prescriptions ».
- Les aménagements à vocation sportive ou de loisir préservant et supportant cette inondabilité ne générant ni remblais, ni obstacles (activités liées à la pratique du sport : canoë, ski de fond, sentiers de promenade, parcours de santé) et leurs équipements, (toilettes publiques...).
- Les locaux techniques de services publics ou d'intérêt général (répartiteur et armoire PTT, transformateur EDF, guérite de téléski ou de télésiège) sous réserve de mise en oeuvre de dispositifs techniques appropriés en cas d'inondation et sous réserve de difficultés particulières à ce que ces locaux soient implantés ailleurs.
- Les passerelles permanentes dès lors que les appuis sont hors lit mineur, que le niveau inférieur de la passerelle réserve la capacité d'écoulement du cours d'eau pour la crue centennale et que les

rampes d'accès sont soit sur pilotis soit sur remblais fusibles, leur positionnement au plan sera parallèle au sens des écoulements.

- Les passerelles temporaires, dès lors qu'elles sont ancrées et hors lit mineur, et liées à l'activité hivernale (ski de piste, de fond, raquette) et mises en place uniquement pendant la période d'exploitation hivernale de la station.
- les aires de stationnement existantes pourront être aménagées, déplacées ou étendues dès lors que :
 - le déplacement ou l'extension correspond à la suppression d'un autre parking en zone inondable similaire de capacité équivalente, et s'accompagnent de mesures propres à limiter les phénomènes d'embâcle et d'emportement des véhicules stationnés.
 - L'aménagement de l'aire de stationnement existante ne génère pas de remblai et s'accompagne de mesures propres à limiter les phénomènes d'embâcle et d'emportement des véhicules stationnés.
- La réalisation de parking souterrain est autorisée dès lors que :
 - la surface et le volume inondables sont préservés,
 - la construction garantit l'absence d'entrée d'eau, notamment au niveau des accès.
 - Le projet est intégré au plan d'alerte et d'évacuation.
- Les ouvrages techniques en surface nécessaires à l'accessibilité des parkings souterrains et à leur ventilation (bouche d'aération) sous réserve que :
 - Ils ne possèdent pas d'équipement sensible à l'eau,
 - Leurs dimensions soient limitées au strict minimum nécessaire,
 - Ils soient placés de manière à présenter le moins de prise au courant possible.
- Les remblais strictement nécessaires à la mise hors d'eau des accès (piétons et véhicule) aux parkings souterrains.
- Aux entrées et sortie de parking (accès piéton et véhicule), un panneau d'information devra clairement indiquer aux usagers le caractère potentiellement inondable de l'aire de stationnement.
- Les infrastructures de transport transparentes à la crue ne générant ni remblais, ni obstacles.
- L'entretien, la rénovation, la réhabilitation, le remplacement d'équipements de remontées mécaniques.
- La construction d'équipements de remontées mécaniques tels que poteaux, pylônes, canons à neige, passerelles, gares télécabines, télésièges, téléphériques dès lors qu'ils supportent l'inondabilité, que leur implantation est transparente à la crue et assure le libre écoulement des eaux pour la crue centennale (ex : constructions sur pilotis).
- Les travaux et aménagements destinés à réduire les risques à l'échelle du bassin versant.
- Les ouvrages, aménagements et travaux hydrauliques légalement autorisés.

Bâti futur

- Zone inconstructible (sauf autorisations visées ci-dessus).

Bâti existant

- Sans objet.

Autres prescriptions

(mises en oeuvre par la commune)

- Information des populations sur les phénomènes auxquels elles sont exposées.
- Surveillance et entretien des ouvrages de protection.
- Suivi de l'engravement du lit de l'Isère et de la Calabourdane.
- Préparation de mesures de pré-alerte, d'alerte, d'assistance, de secours et d'évacuation en cas de crue, susceptible de dépasser le niveau de protection assuré par les enrochements (protection contre l'érosion – aléa fort) ou les digues existantes.
- Gestion des bois morts dans les espaces boisés (récolte et évacuation).
- Le stationnement des caravanes et camping cars devra faire l'objet d'un arrêté municipal spécifique déterminant les zones de stationnement et leur compatibilité avec le plan d'alerte et d'évacuation que la commune aura mis en oeuvre au préalable.
- Dans le cadre des manifestations sportives, culturelles, festives ou commerciales, l'implantation temporaire, limitée à la durée de l'événement (installation et démontage inclus) et sans pièce de sommeil, de chapiteaux, mobil homes, chalets d'exposition devra faire l'objet d'un arrêté municipal spécifique préalable déterminant les zones d'implantation et leur compatibilité avec le plan d'alerte et d'évacuation que la commune aura mis en oeuvre au préalable.

Nature du phénomène : Inondation par l'ISERE et la CALABOURDANE

Généralités

Les zones i.02 portent sur les zones déjà urbanisées où il convient de stopper les nouvelles implantations humaines pour au moins l'une des raisons suivantes :

- Elles sont exposées à des aléas d'inondation forts en raison de l'intensité des paramètres physiques (hauteur d'eau, vitesse du courant) et pour lesquels, quels que soient les aménagements, la sécurité des personnes ne peut être garantie.
- Elles sont exposées à des aléas moyens ou faibles, mais la densification de l'urbanisation reviendrait à aggraver les risques à l'amont ou à l'aval, et notamment dans les zones déjà fortement exposées.
- Elles font partie de champs d'expansion de crues utiles à la régulation des crues au bénéfice des zones aval.
- Elles constituent autant de possibilités d'écoulement pour les crues d'intensité supérieure à la crue de référence.

Interdictions

Sont interdits :

- Les habitations légères de loisirs (HLL),
- Les bungalows, mobilis home et toutes constructions légères, même temporaires à l'exception de celles autorisées au chapitre « autorisations ».
- Le stationnement des caravanes et camping cars, en dehors des zones prévues par arrêté municipal spécifique (voir autres prescriptions).
- Les remblais de toute nature (sauf dire d'expert hydraulique à valider par les services de l'état et remblais visés au chapitre « autorisations » du présent règlement).
- Les dépôts et stockages de matériaux polluants, putrescibles ou flottants (bois, pneus, dépôts de fumier...) à une cote inférieure à la cote des eaux correspondant à la crue centennale.
- L'édification de digues, sauf protection des lieux déjà urbanisés. Cette disposition n'autorise pas de nouvelles constructions.
- La création de campings.

Autorisations

Sont autorisés :

- L'implantation de structures légères temporaires dans le cadre de manifestations festives limitée à la durée de l'événement (installation et démontage inclus) et ayant fait l'objet d'un arrêté municipal spécifique préalable visé au chapitre « autres prescriptions ».
- Les aménagements à vocation sportive ou de loisir préservant et supportant cette inondabilité, ne générant ni remblais, ni obstacle, (activités liées à la pratique du sport : canoë, ski de fond, sentiers de promenade, parcours de santé) et leurs équipements (toilettes publiques...).
- Les locaux techniques de services publics ou d'intérêt général (répartiteur et armoire PTT, transformateur EDF, guérite de téléski ou de télésiège) sous réserve de mise en oeuvre de dispositifs techniques appropriés en cas d'inondation et sous réserve de difficultés particulières à ce que ces locaux soient implantés ailleurs.
- Les locaux techniques non habités nécessaires au fonctionnement du camping (toilettes, douches, local d'accueil sans pièce de sommeil, local de distribution de denrées alimentaires).
- les aires de stationnement existantes pourront être aménagées, déplacées ou étendues dès lors que :
 - le déplacement ou l'extension correspond à la suppression d'un autre parking en zone inondable similaire de capacité équivalente, et s'accompagnent de mesures propres à limiter les phénomènes d'embâcle et d'emportement des véhicules stationnés.
 - L'aménagement de l'aire de stationnement existante ne génère pas de remblai et s'accompagne de mesures propres à limiter les phénomènes d'embâcle et d'emportement des véhicules stationnés
- la création de parkings de surface sous réserve de prise en compte du risque d'inondation par des mesures appropriées, notamment la mise en place d'un dispositif transparent aux écoulements propre à assurer la retenue des véhicules stationnés.
- La réalisation de parking souterrain est autorisée dès lors que :

- la surface et le volume inondables sont préservés,
- la construction garantit l'absence d'entrée d'eau, notamment au niveau des accès.
- Le projet est intégré au plan d'alerte et d'évacuation.
- Les ouvrages techniques en surface nécessaires à l'accessibilité des parkings souterrains et à leur ventilation (bouche d'aération) sous réserve que :
 - Ils ne possèdent pas d'équipement sensible à l'eau,
 - Leurs dimensions soient limitées au strict minimum nécessaire,
 - Ils soient placés de manière à présenter le moins de prise au courant possible.
- Les remblais strictement nécessaires à la mise hors d'eau des accès (piétons et véhicule) aux parkings souterrains.
- Aux entrées de parking, un panneau d'information devra clairement indiquer aux usagers le caractère potentiellement inondable de l'aire de stationnement
- Les infrastructures de transport transparentes à la crue ne générant ni remblais, ni obstacles.
- Les passerelles permanentes dès lors que les appuis sont hors lit mineur, que le niveau inférieur de la passerelle réserve la capacité d'écoulement du cours d'eau pour la crue centennale et que les rampes d'accès sont soit sur pilotis soit sur remblais fusibles. Leur positionnement au plan sera parallèle au sens des écoulements.
- Les passerelles temporaires, dès lors qu'elles sont ancrées et hors lit mineur, et liées à l'activité hivernale (ski de piste, de fond, raquette) et mises en place uniquement pendant la période d'exploitation hivernale de la station.
- L'entretien, la rénovation, la réhabilitation, le remplacement d'équipements de remontées mécaniques.
- La construction d'équipements de remontées mécaniques tels que poteaux, pylônes, canons à neige, passerelles, gares télécabines, télésièges, téléphériques dès lors qu'ils supportent l'inondabilité, que leur implantation est transparente à la crue et assure le libre écoulement des eaux pour la crue centennale (ex : constructions sur pilotis).
- Les travaux et aménagements destinés à réduire les risques à l'échelle du bassin versant.
- Les ouvrages, aménagements et travaux hydrauliques légalement autorisés.
- Les clôtures sous réserve qu'elles ne constituent un obstacle aux écoulements et qu'elles présentent une perméabilité supérieure ou égale à 50 %. La perméabilité est définie comme le rapport de la surface libre (vide) à la surface totale. Les haies continues implantées parallèlement au sens principal du courant pourront être autorisées ; toute autre implantation sera autorisée sous réserve d'une discontinuité plein/vide égale à 50 %. Les murets d'assise sont autorisés sous réserve qu'ils soient d'une hauteur maximum égale à 0,20 m.

Bâti futur

Zone inconstructible (sauf autorisations visées ci-dessus).

Bâti existant

- Aménagement possible dans le volume existant. Changement de destination possible s'il entraîne une diminution de la vulnérabilité ou au moins n'aggrave pas celle-ci.
- Extension non renouvelable (à compter de la date d'approbation du présent PPR) du bâti existant ou reconstruit autorisée en étage : limitée à un étage plus combles sous réserve de ne pas créer un logement dans les combles et sans accroître la surface d'emprise au sol initiale.
- Reconstruction du bâti existant autorisée sauf après sinistre dû à une inondation.
- Démolition pour reconstruction autorisée dès lors que :
 - la surface d'emprise au sol initiale n'est pas augmentée ;
 - le rez-de-chaussée sera calé à au moins 1 m au-dessus du terrain naturel ou des voies de circulation quand celles-ci constituent un axe de vif écoulement, et que le projet ne crée pas de nouveau plancher habitable au RDC,
 - les sous sols à destination de garage, cave, locaux techniques, placards à skis, sont autorisés dès lors que la construction garantit l'absence d'entrée d'eau notamment au niveau des accès.
- Aménagement et extension possible du bâtiment abritant la piscine municipale dès lors que l'opération s'accompagne d'une réduction de la vulnérabilité et qu'elle n'aggrave pas le risque ailleurs.
- En cas de réaménagement de bâtis existant, les réseaux techniques (eau, gaz, électricité) seront équipés d'un dispositif de mise hors service de leurs parties inondables ou seront installés hors d'eau, de manière à assurer la continuité du service en période d'inondation.

Autres prescriptions

(mises en oeuvre par la commune)

- Information des populations sur les phénomènes auxquels elles sont exposées.
- Surveillance et entretien des ouvrages de protection.

- Suivi de l'engravement du lit de l'Isère et de la Calabourdane.
- Préparation de mesures de pré-alerte, d'alerte, d'assistance, de secours et d'évacuation en cas de crue, susceptible de dépasser le niveau de protection assuré par les enrochements (protection contre l'érosion – aléa fort) ou les digues existantes.
- Gestion des bois morts dans les espaces boisés (récolte et évacuation).
- Le mobilier urbain et les mobiliers d'extérieur ne pouvant être rangés rapidement devront être transparents vis-à-vis des écoulements, ancrés et lestés, de manière à ne pas être emportés par les eaux. Les citernes enterrées seront lestées ou fixées au sol, les citernes extérieures seront fixées au sol support, lestées ou équipées de murets de protection calés à la cote de référence augmentée de 0,20 m.
- Le stationnement des caravanes et campings car en zones inondables devra faire l'objet d'un arrêté municipal spécifique déterminant les zones de stationnement et leur compatibilité avec le plan d'alerte et d'évacuation que la commune aura mis en œuvre au préalable.
- Dans le cadre des manifestations sportives, culturelles, festives ou commerciales, l'implantation temporaire, limitée à la durée de l'événement (installation et démontage inclus) et sans pièce de sommeil, de chapiteaux, mobil homes, chalets d'exposition devra faire l'objet d'un arrêté municipal spécifique préalable déterminant les zones d'implantation et leur compatibilité avec le plan d'alerte et d'évacuation que la commune aura mis en œuvre au préalable.

Nature du phénomène : Inondation par l'ISÈRE et la CALABOURDANE

Généralités

La zone i.03 porte sur les zones déjà urbanisées ou urbanisables, exposées à des aléas d'inondation moyens ou faibles ou à proximité de celles-ci.

Elle porte également sur des secteurs où, en raison de la densité et des caractéristiques des zones bâties existantes, le cheminement des écoulements latéraux et leur diffusion sous, à travers, ou entre les bâtiments sont difficilement identifiables. Par ailleurs, le risque d'embâcles ou l'évolution de ces espaces urbains sont autant de sources d'incertitudes.

L'implantation de nouvelles activités humaines et la mise en sécurité de celles existantes imposent la mise en oeuvre de mesures de prévention.

Interdictions

Sont interdits :

- Les habitations légères de loisirs (HLL),
- Les bungalows, mobilis home et toutes constructions légères, même temporaires à l'exception de celles autorisées au chapitre « autorisations ».
- Les dépôts et stockages de matériaux polluants, putrescibles ou flottants (bois, pneus, dépôt...) à une cote inférieure à la cote des eaux correspondant à la crue centennale.
- Le stationnement des caravanes et camping cars, à l'exception des campings existants légalement autorisés, et en dehors des zones prévues par arrêtés municipaux spécifiques.
- La création de campings.

Autorisations

Sont autorisés :

- L'implantation de structures légères temporaires dans le cadre de manifestations festives limitée à la durée de l'événement (installation et démontage inclus) et ayant fait l'objet d'un arrêté municipal spécifique préalable visé au chapitre « autres prescriptions ».
- Les aménagements à vocation sportive ou de loisir préservant et supportant cette inondabilité ne générant ni remblais, ni obstacles (activités liées à la pratique du sport : canoë, ski de fond, sentiers de promenade, parcours de santé) et leurs équipements (toilettes publiques...).
- Les locaux techniques de services publics ou d'intérêt général (répartiteur et armoire PTT, transformateur EDF, guérite de télésiège ou de téléski) sous réserve de difficultés particulières à ce que ces locaux soient implantés ailleurs et sous réserve de mise en oeuvre de dispositifs techniques appropriés en cas d'inondation.
- Les infrastructures de transport transparentes à la crue ne générant ni remblais, ni obstacles.
- Les passerelles permanentes dès lors que les appuis sont hors lit mineur, que le niveau inférieur de la passerelle réserve la capacité d'écoulement du cours d'eau pour la crue centennale et que les rampes d'accès sont soit sur pilotis soit sur remblais fusible. Leur positionnement au plan sera parallèle au sens des écoulements.
- Les passerelles temporaires, dès lors qu'elles sont ancrées et hors lit mineur, et liées à l'activité hivernale (ski de piste, de fond, raquette) et mises en place uniquement pendant la période d'exploitation hivernale de la station.
- L'entretien, la rénovation, réhabilitation, d'équipements de remontées mécaniques.
- La construction d'équipements de remontées mécaniques tels que poteaux, pylônes, canons à neige, passerelles, gares télécabines, télésièges, téléphériques dès lors qu'ils supportent l'inondabilité, que leur implantation est transparente à la crue et assure le libre écoulement des eaux pour la crue centennale (ex : constructions sur pilotis).
- Les travaux et aménagements destinés à réduire les risques à l'échelle du bassin versant.
- Les ouvrages, aménagements et travaux hydrauliques légalement autorisés.
- Les clôtures sous réserve qu'elles ne constituent un obstacle aux écoulements et qu'elles présentent une perméabilité supérieure ou égale à 50 %. La perméabilité est définie comme le rapport de la surface libre (vide) à la surface totale. Les haies continues implantées parallèlement au sens principal du courant pourront être autorisées ; toute autre implantation sera autorisée sous réserve d'une discontinuité plein/vide égale à 50 %. Les murets d'assise sont autorisés sous réserve qu'ils soient d'une hauteur maximum égale à 0,50 m.
- les aires de stationnement existantes pourront être aménagées, déplacées ou étendues dès lors que :

- le déplacement ou l'extension correspond à la suppression d'un autre parking en zone inondable similaire de capacité équivalente, et s'accompagne de mesures propres à limiter les phénomènes d'embâcle et d'emportement des véhicules stationnés.
- L'aménagement de l'aire de stationnement existante ne génère pas de remblai et s'accompagne de mesures propres à limiter les phénomènes d'embâcle et d'emportement des véhicules stationnés
- la création de parkings de surface sous réserve de prise en compte du risque d'inondation par des mesures appropriées, notamment la mise en place d'un dispositif transparent aux écoulements propre à assurer la retenue des véhicules stationnés.
- La réalisation de parking souterrain est autorisée dès lors que :
 - la construction garantit l'absence d'entrée d'eau, notamment au niveau des accès.
 - Le projet est intégré au plan d'alerte et d'évacuation.
- Les remblais strictement nécessaires à la mise hors d'eau des accès (piétons et véhicule) aux parkings souterrains.
- Aux entrées de parking, un panneau d'information devra clairement indiquer aux usagers le caractère potentiellement inondable de l'aire de stationnement

Bâti futur

Zone constructible sous conditions.

Prescriptions

- Les sous-sols à destination de garage, cave, locaux techniques, placards à skis, sont autorisés dès lors que la construction garantit l'absence d'entrée d'eau notamment au niveau des accès.
- Les pièces de sommeil en rez-de-chaussée sont interdites.
- Les planchers habitables devront être situés à plus de 1,00 mètre au-dessus du terrain naturel ou des voies de circulation quand celles-ci constituent un axe de vif écoulement.
- Les autres niveaux planchers devront être situés à plus de 0,50 mètre au-dessus du terrain naturel ou des voies de circulation quand celles-ci constituent un axe de vif écoulement.
- Les disjoncteurs, compteurs et matériels électriques de toute nature devront être placés de manière à autoriser le fonctionnement de l'installation, y compris en période d'inondation.
- Les réseaux de distribution électrique, de téléphone, de gaz, de chaleur, devront (en cas de construction ou de réfection) être rendus compatibles avec une continuité du service, y compris en période d'inondations.
- Les stockages souterrains de combustibles devront être parfaitement étanches, leurs orifices de remplissage devront être placés à plus de 1,00 mètre au-dessus des voies de circulation.
- Les citernes de stockage, mobiliers d'extérieur, devront être transparents vis-à-vis du risque hydraulique, ancrés et lestés de manière à ne pas être emportés par le courant.

Bâti existant

- Aménagement et extension possible du bâti existant sans accroissement de la vulnérabilité.

En cas de réaménagement de bâtis existants :

- Les réseaux techniques (eau, gaz, électricité) seront équipés d'un dispositif de mise hors service de leurs parties inondables ou seront installés hors d'eau, de manière à assurer la continuité du service en période d'inondation.

Autres prescriptions

(mises en oeuvre par la commune)

- Information des populations sur les phénomènes auxquels elles sont exposées.
- Surveillance et entretien des ouvrages de protection.
- Suivi de l'engravement du lit de l'Isère et de la Calabourdane.
- Préparation de mesures de pré-alerte, d'alerte, d'assistance, de secours et d'évacuation en cas de crue, susceptible de dépasser le niveau de protection assuré par les enrochements (protection contre l'érosion – aléa fort) ou les digues existantes.
- Gestion des bois morts dans les espaces boisés (récolte et évacuation).
- Le mobilier urbain et les mobiliers d'extérieur ne pouvant être rangés rapidement devront être transparents vis-à-vis du risque hydraulique, ancrés et lestés de manière à ne pas être emportés par les eaux. Les citernes enterrées seront lestées ou fixées au sol, les citernes extérieures seront fixées au sol support, lestées ou équipées de murets de protection calés à la cote de référence augmentée de 0,20 m.
- Le stationnement des caravanes et campings car en zones inondables devra faire l'objet d'un arrêté municipal spécifique déterminant les zones de stationnement et leur compatibilité avec le plan d'alerte et d'évacuation que la commune aura mis en oeuvre au préalable.

- Dans le cadre des manifestations sportives, culturelles, festives ou commerciales, l'implantation temporaire, limitée à la durée de l'événement (installation et démontage inclus) et sans pièce de sommeil, de chapiteaux, mobil homes, chalets d'exposition devra faire l'objet d'un arrêté municipal spécifique préalable déterminant les zones d'implantation et leur compatibilité avec le plan d'alerte et d'évacuation que la commune aura mis en œuvre au préalable.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA SAVOIE

C

COMMUNE DE VAL D'ISERE

Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles Volet Inondation

5. annexe au règlement : lexique

DECEMBRE 2005

Direction
Départementale
de l'Équipement
Savoie



Service de l'Habitat et de
l'Environnement

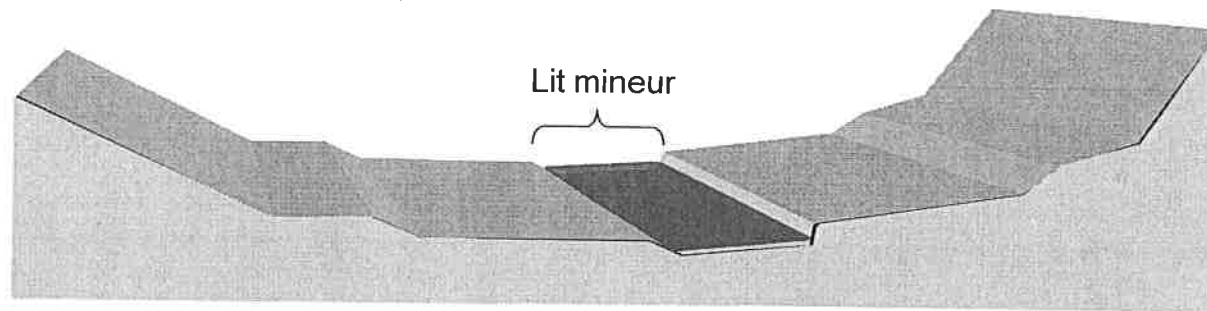
L'Adret
1, rue des Cévennes – BP 1106
73011 CHAMBERY cedex
Tel : 04.79.71.74.47



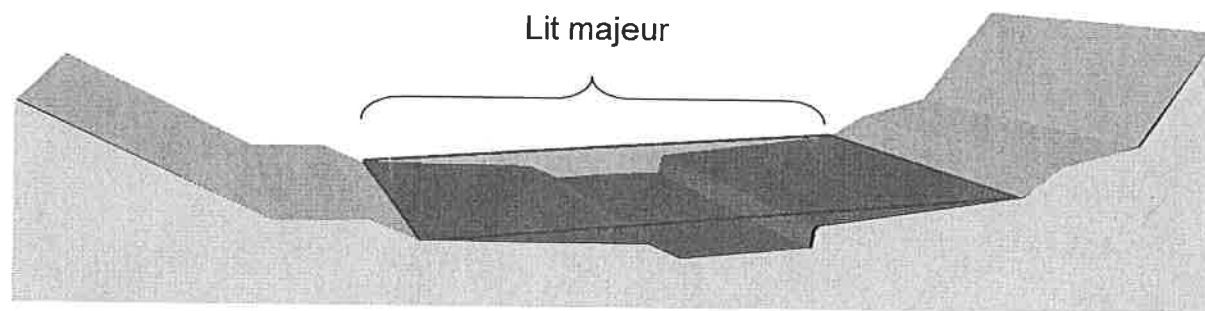
DIREN RHONE-ALPES
208 bis, rue Garibaldi
69422 LYON cedex 03
tel : 04 37 48 36 00

Lit Mineur :

Partie du lit occupée pendant les périodes de basses eaux.

**Lit majeur :**

Partie du lit occupée pendant les périodes de crue.

**HLL :**

Construction à usage d'habitation, destinée à l'occupation temporaire ou saisonnière, démontable ou transportable et dont la gestion et l'entretien sont organisés et assurés de façon permanente dans un cadre collectif (Parc résidentiel de loisirs, terrain de camping, maisons familiales, villages de vacances).

Bungalows :

Construction à usage d'habitation, destinée à l'occupation temporaire ou saisonnière, dont la gestion et l'entretien sont organisés et assurés de façon permanente dans un cadre collectif (Parc résidentiel de loisirs, terrain de camping, maisons familiales, villages de vacances).

Mobils-home :

Structures à usage d'habitation, destinée à l'occupation temporaire ou saisonnière, qui conservent en permanence les moyens de mobilité leur permettant de se déplacer par eux-mêmes ou d'être déplacés par simple traction et dont la gestion et l'entretien sont organisés et assurés de façon permanente dans un cadre collectif (Parc résidentiel de loisirs, terrain de camping, maisons familiales, villages de vacances).

Caravanes, camping-car :

Sont considérés comme caravanes ou mobil-homes les véhicules ou éléments de véhicule qui conservent en permanence les moyens de mobilité leur permettant de se déplacer par eux-mêmes ou d'être déplacés par simple traction et destinés à une occupation saisonnière ou temporaire d'habitation.

Les caravanes, mobil-Home perdant leurs moyens de mobilité sont considérés comme HLL.

Structures légères temporaires dans le cadre de manifestations festives :

Il s'agit de constructions légères non destinées à l'habitation de type chapiteau, chalet d'expositions, (etc.) implantés de façon temporaire le temps d'une manifestation festive et/ou sportive. (salon, compétition,...)

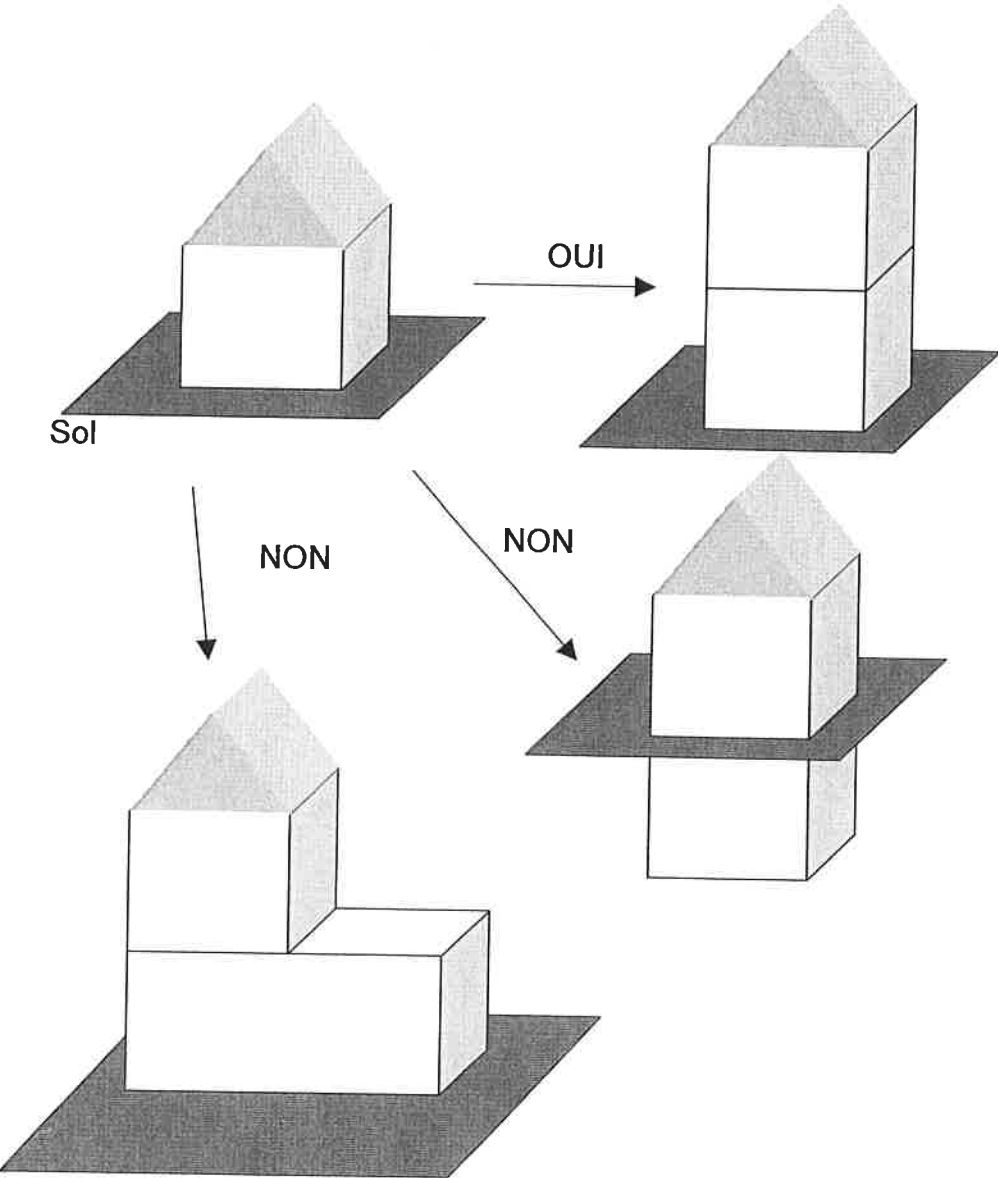
Vulnérabilité :

Dommages sur les biens et les personnes provoqués à l'occasion d'un phénomène donné.

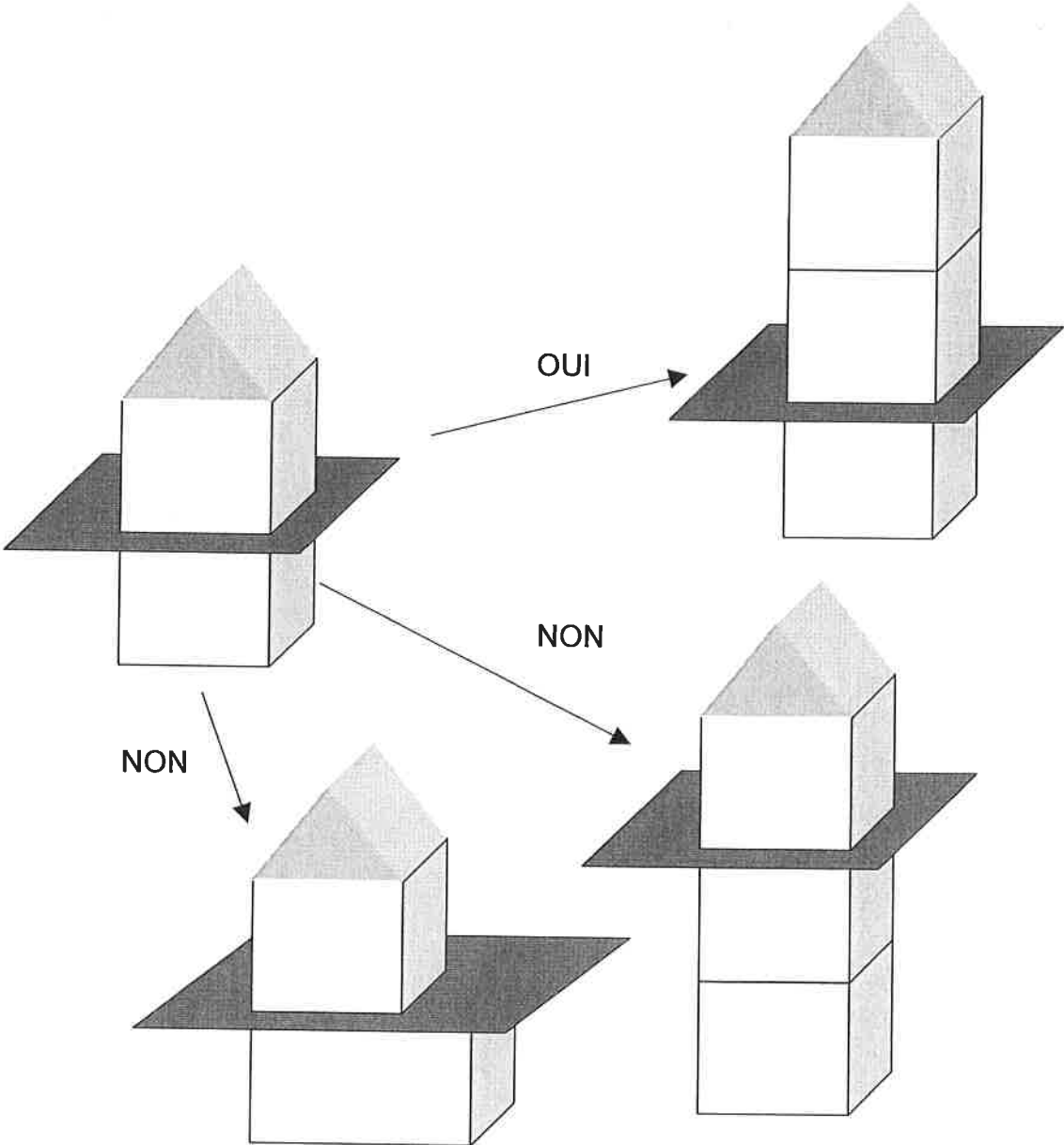
Extension en étage sans accroissement de la surface d'emprise au sol (i02):

Il ne peut s'agir que d'un étage aérien (pas en sous-sol).

Exemple 1 : maison type RDC + comble



Exemple 2 : maison RDC + comble + sous-sol

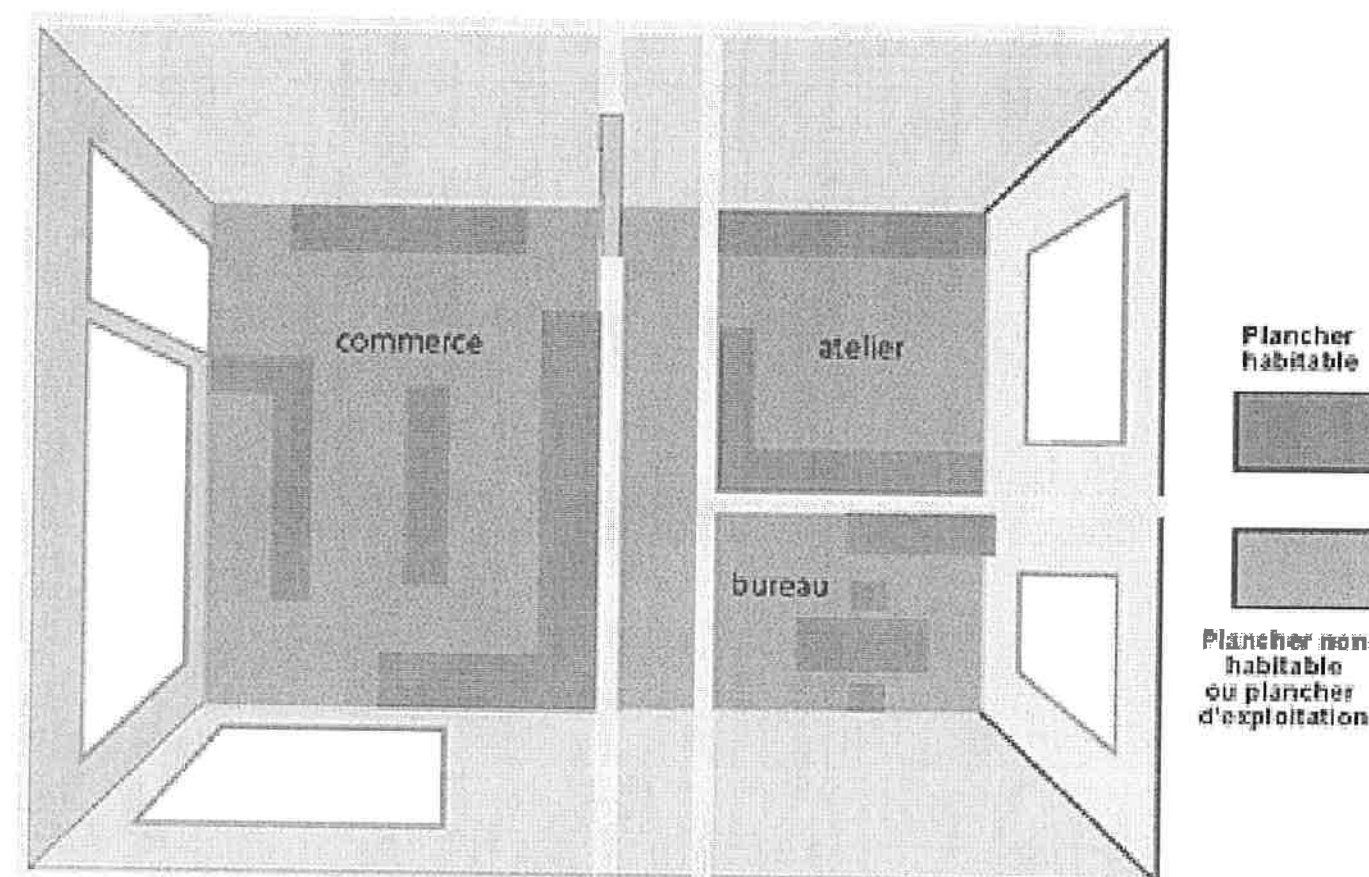
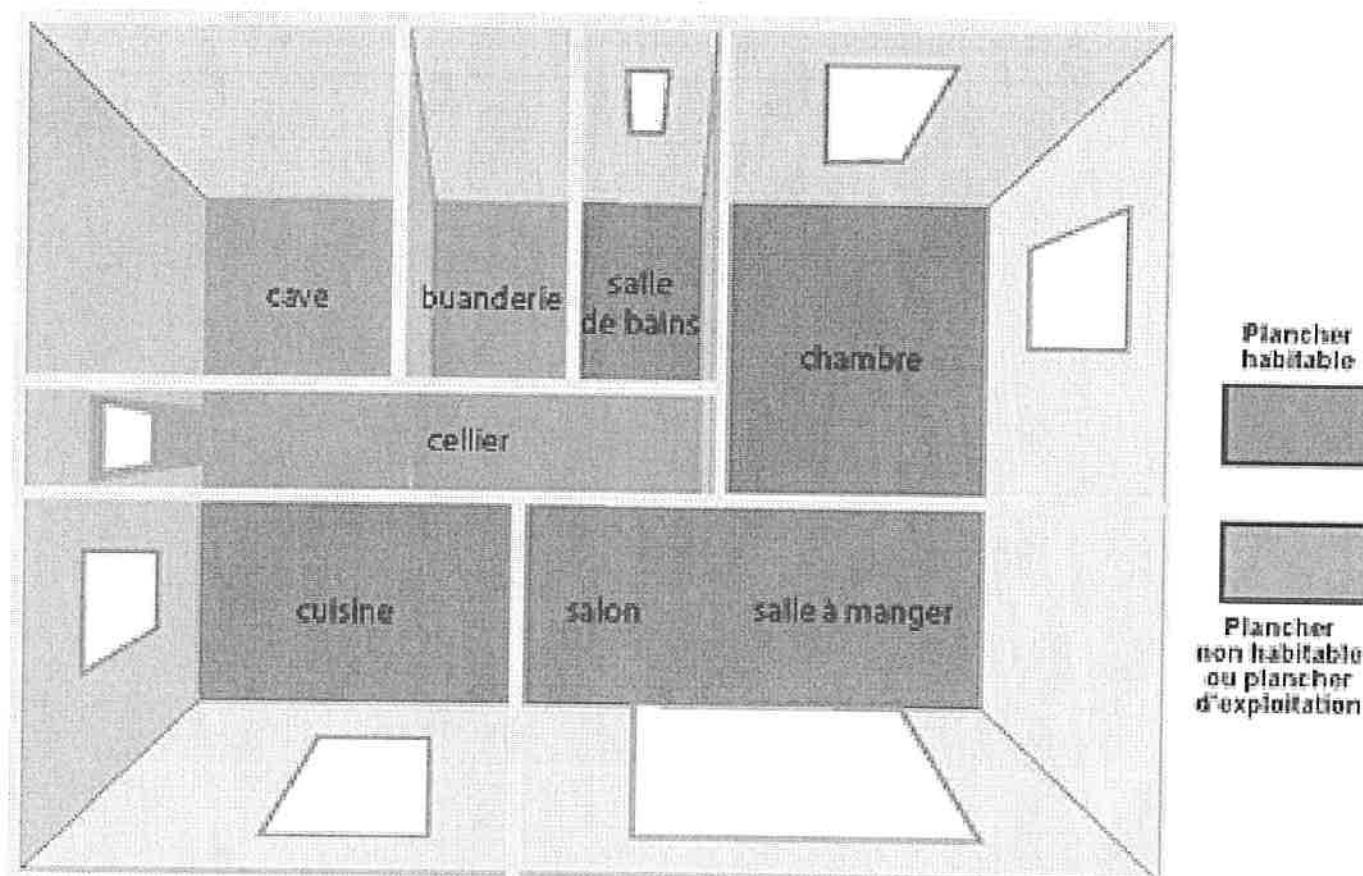


Le terme de “planchers habitables” recouvre l’ensemble des locaux d’habitation proprement dit, à savoir :

- cuisine
- séjour, salle à manger
- chambres
- salle de bains

Ne sont pas considérés comme planchers habitables ceux des :

- cave, cellier, buanderie, garage
- surfaces commerciales
- bureaux
- réserves



Reconstruction après sinistre (i02):

La reconstruction visée dans le règlement concerne la reconstruction suite à une démolition non volontaire (par exemple, un incendie)

Démolition pour reconstruction (i02):

Il s'agit d'une démolition nécessitée par des raisons de sécurité (arrêté de péril), ou une démolition volontaire.